



U.N.S.S UNION NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE

Association loi 1901
13, rue Saint Lazare
75009 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2025

Aux membres de l'Assemblée Générale de l'U.N.S.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Union Nationale du Sport Scolaire relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note [3.2.1 – Changement de méthode comptable] de l'annexe aux comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'anticipation de l'application du règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

- L'Association a appliqué ce règlement par anticipation à compter de l'exercice clos le 31 août 2025, conformément aux dispositions prévues par ledit règlement. Ce changement de méthode comptable a conduit à une modification de la présentation de certains postes des comptes annuels. Les incidences de cette application anticipée sont décrites dans la note précitée.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels


Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on

peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Vincennes, le 22 janvier 2026

SEC3
représentée par :

Jean-Philippe HOREN

UNSS

Actif			Au 31/08/2025		Au 31/08/2024		
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net	
Frais d'établissement (I)							
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais de développement	737 062	684 381	52 681	8 218	
		Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾						
	Immobilisations incorporelles en cours , avances et acomptes						
	TOTAL		737 062	684 381	52 681	8 218	
	Immobilisations corporelles	Terrains	4 141 826	3 043 930	808 076	1 097 895	808 076
		Constructions					
		Installations techniques, mat. et outillage industriels					
		Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes					
	TOTAL		4 949 902	3 043 930	1 905 971	2 234 440	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
Immobilisations financières ²	Participations	509 507		509 507	541 536		
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières						
TOTAL		540 189		540 189	580 449		
Total (II)			6 227 154	3 728 312	2 498 842	2 823 108	
Actif circulant	Stocks et en cours						
	Créances ¹	Créances clients, usagers et comptes rattachés	223 736		223 736	322 534	
		Créances reçues par legs ou donations					
		Autres créances					
		Charges constatées d'avance					
	TOTAL		4 746 007		4 746 007	7 019 124	
	Divers	Instruments financiers à terme et jetons détenus	7 704 934		7 704 934	3 812 279	
Disponibilités							
Total (III)			12 450 941		12 450 941	10 831 404	
Frais d'émission des emprunts (IV)							
Primes de remboursement des emprunts (V)							
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)							
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)			18 678 096	3 728 312	14 949 784	13 654 512	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)						

UNSS

Passif		Au 31/08/2025	Au 31/08/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	225 383	225 383
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	7 641 038	8 678 751
	Excédent ou déficit de l'exercice	1 521 941	-1 037 713
	Situation nette (sous-total)	9 388 364	7 866 422
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	164 975	169 157
	Provisions réglementées		
Total (I)		9 553 340	8 035 579
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	86 503	
	Total (II)	86 503	
Provisions	Provisions pour risques	907 266	1 153 190
	Provisions pour charges	55 331	55 331
	Total (III)	962 597	1 208 521
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	825 245	1 230 014
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	924 854	735 445
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		3 442
	Autres dettes	1 412 462	1 381 943
	Produits constatés d'avance	1 184 780	1 059 565
Total (IV)		4 347 343	4 410 411
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		14 949 784	13 654 512
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

UNSS

		Du 01/09/2024 Au 31/08/2025 12 mois	Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	15 356 640	14 181 018
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	12 219	26 532
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	8 676 202	9 048 517
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	14 054 658	14 045 507
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public	200 703	57 209
	<i>Dons manuels</i>	200 703	57 209
	<i>Mécénats</i>		
	<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
	Contributions financières	196 362	
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	242 099	531 828
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	8 826	
	Utilisations des fonds dédiés		172 000
	Autres produits	412 951	948 672
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	39 160 664	39 011 286
	Achats de marchandises	1 662 786	1 368 770
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	18 991 500	21 643 550
	Aides financières	6 516 896	5 967 699
	Impôts, taxes et versements assimilés	1 296 292	1 524 925
	Salaires	5 772 519	5 882 850
	Cotisations sociales	2 431 400	2 586 774
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	531 633	707 480
	Dotations aux provisions	64 176	118 155
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	11 331	
	Reports en fonds dédiés	86 503	
	Autres charges	373 080	592 754
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	37 738 120	40 392 960
1. Résultat d'exploitation (I-II)		1 422 543	-1 381 674
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	32 740	59 056
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	32 740	59 056
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)		
2. Résultat financier (III-IV)		32 740	59 056
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		1 455 283	-1 322 617

UNSS

		Du 01/09/2024 Au 31/08/2025 12 mois	Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V)	Total	75 436	331 324
Charges exceptionnelles (VI)	Total	329	33 040
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		75 107	298 284
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		8 449	13 379
Total des produits (I + III + V)		39 268 841	39 401 667
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		37 746 899	40 439 380
EXCÉDENT OU DÉFICIT		1 521 941	-1 037 713
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Union Nationale du Sport Scolaire

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2025
Montants exprimés en euros

Table des matières

1	Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité	4
1.1	Objet social	4
1.2	Missions sociales réalisées	4
1.3	Description des moyens mis en œuvre	5
2	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	6
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	6
2.2	Faits caractéristiques postérieures à la clôture	6
3	Principes et méthodes comptables	7
3.1	Organisation de l'association	7
3.2	Principes généraux et conventions générales	7
3.2.1	Changement de méthode comptable	8
3.2.2	Changements de présentation	9
3.3	Principales méthodes comptables	10
3.3.1	Présentation des comptes	10
3.3.2	Méthode générale	10
4	Informations relatives aux postes du bilan	11
4.1	Actif immobilisé	11
4.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	11
4.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	12
4.1.3	Immobilisations incorporelles	12
4.1.4	Immobilisations corporelles	13
4.1.5	Immobilisations financières	14
4.2	Actif circulant	15
4.2.1	Stocks et en cours	15
4.2.2	Créances	15
4.2.3	Produits à recevoir	15
4.2.4	Disponibilité	15
4.2.5	Charges constatées d'avance	15
4.3	Fonds propres	16
4.3.1	Tableau de variation des fonds propres	16
4.3.2	Autres fonds propres	16
4.3.3	Fonds dédiés	16
4.4	Provision pour risques et charges	17
4.5	Dettes	18
4.5.1	État des dettes	18
4.5.2	Charges à payer	18
4.5.3	Produits constatés d'avance	18
5	Informations relatives au Compte de résultat	19
5.1	Ventilation des produits d'exploitation	19
5.2	Autres charges et autres produits d'exploitation	19
5.3	Résultat exceptionnel	19
5.4	Ventilation de l'effectif moyen	20
5.5	Contributions volontaires en nature	20

5.6	Engagements hors bilan	20
6	Autres informations	21
6.1	Informations relatives aux dirigeants	21
6.2	Etat des 3 personnes les mieux rémunérées	21
6.3	Honoraires du commissaire aux comptes	22

1 Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

1.1 Objet social

L'association dite Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS) a pour objet d'organiser et de développer la pratique d'activités sportives, composantes de l'éducation physique et sportive et l'apprentissage de la vie associative par les élèves qui ont adhéré aux associations sportives des établissements du second degré.

L'UNSS promeut et défend les valeurs de laïcité telles que définies dans la charte de la laïcité à l'école.

L'UNSS est une fédération sportive scolaire membre du Comité National Olympique et Sportif Français et du Comité paralympique et sportif français.

1.2 Missions sociales réalisées

En tant que prolongement de l'éducation physique et sportive, l'UNSS constitue un moyen d'apprentissage, de préparation et de perfectionnement sportif et artistique pour tous les élèves engagé(e)s afin que chacun(e) puisse s'exprimer au mieux de ses potentialités. Il favorise le passage de la pratique sportive et artistique de l'école vers l'extérieur. Il contribue à l'acquisition du socle commun de connaissance de compétence et de culture... L'UNSS doit permettre d'appréhender le spectacle sportif et des arts corporels.

Au sein du système éducatif, l'UNSS contribue à une formation équilibrée et ambitieuse pour tous les jeunes ayant adhéré à l'AS de l'établissement ainsi qu'à l'intégration et à la réussite scolaire.

Participant à l'action publique sur les questions de santé, l'UNSS contribue à promouvoir une qualité de vie dès le plus jeune âge intégrant la pratique régulière d'activités physiques sportives et artistiques.

Rassemblant des jeunes de milieux sociaux et d'origines différentes, l'UNSS représente un instrument privilégié pour lutter contre toutes les formes de discriminations. Il favorise ainsi le vivre et le réussir ensemble autour des valeurs de l'école de la République.

1.3 Description des moyens mis en œuvre

L'UNSS est dirigé par le Président du Conseil d'administration qui est également le Président de l'association, pris en la personne du Ministre de l'Education Nationale. Un Conseil d'administration, composé de 24 personnes, met en œuvre la politique définie par l'Assemblée générale.

Les ressources annuelles de l'association comprennent essentiellement :

- Des ressources propres à l'association :
 - L'affiliation et la prise de licences des élèves via les associations sportives dans chaque établissement du 2nd degré,
 - Les subventions dont celles du Ministère de l'Education nationale et de l'Agence Nationale du Sports,
 - Les subventions des collectivités territoriales,
 - Les participations des AS aux mutualisations de transports ainsi que les participations des AS participantes aux championnats de France UNSS.
 - Les partenariats.
 - Le mécénat et les dons
- Une contribution forte et indirecte de l'Etat, qui est essentielle à la vie de l'association :
 - D'environ 14 millions d'euros représentant les salaires et traitements des en moyenne 190 cadres territoriaux de l'UNSS présents dans chaque académie et département, au service d'un maillage territorial ;
 - La rémunération des heures supplémentaires des coordonnateurs de districts sous la forme d'IMP ;
 - Ainsi que les 3 heures du service des enseignants d'EPS consacrées à l'encadrement et l'animation des associations sportives au sein de chaque établissement du 2nd degré, membres de l'UNSS.

2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice 2024-2025 a été marqué par les événements suivants :

- L'application par anticipation du nouveau règlement comptable ANC n°2022-06 et la mise en place d'un strict plan comptable unique sur toutes les bases.
- L'UNSS a déployé la solution Sage Immobilisations lors de l'exercice.

2.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Organisation de l'association

L'association U.N.S.S est une personne morale unique comprenant une Direction Nationale, les directions régionales métropolitaines et territoires ultra-marins, les services départementaux métropolitains et les districts. A noter que certains districts disposent d'un compte bancaire, et d'autres pas.

3.2 Principes généraux et conventions générales

Les comptes annuels de l'ensemble de l'association ont été établis et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce, du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement ANC n° 2018-06 du 05 décembre 2018 modifié par les règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-2 et suivants du Plan comptable Général 2014.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, des règlements ANC 2018-06 du 5 décembre 2018, ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) et dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Afin de rendre le contenu des comptes homogènes et conforme au Plan Comptable Général, les comptes des différents services ont, le cas échéant, été retraités en application des méthodes d'établissement des comptes de l'UNSS Direction Nationale, décrites ci-dessus.

3.2.1 *Changement de méthode comptable*

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. L'UNSS anticipe l'application du règlement ANC n°2022-06 à compter de son exercice 2024-2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable. Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03. Afin de présenter le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués :

- Les postes d'immobilisations corporelles en cours et d'avances et acomptes sont reclassés sur le poste « Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes ». Ce reclassement n'a pas d'impact sur la présentation des comptes de l'exercice, les immobilisations en cours présentes en N-1 ayant été entièrement activées en N.
- Le poste « Charges constatées d'avance » avant présenté dans le poste divers de l'actif circulant est reclassé dans les créances de l'actif circulant.
- Les transferts de charges précédemment classés en produits d'exploitation dans la rubrique « Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges » sont reclassés au niveau des produits d'exploitation sur la rubrique « Autres produits ». Ils s'élèvent à 6 718 € pour l'exercice au 31.08.2025.
- Les produits de cession des éléments d'actifs cédés précédemment classés en produits exceptionnels sont reclassés au niveau des produits d'exploitation sur la rubrique « Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles ». Ils s'élèvent à 8 826 € pour l'exercice au 31.08.2025.

- Les quotes-parts de subventions d'investissement précédemment classées en produits exceptionnels sur la ligne opérations en capital sont reclassées en produits d'exploitation sur la ligne concours publics et subventions d'exploitation. Elles s'élèvent à 71 802 € pour l'exercice au 31.08.2025.
- Les valeurs comptables des éléments d'actifs cédés précédemment classées en charges exceptionnelles sont reclassées au niveau des charges d'exploitation sur la rubrique « Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées ». Elles s'élèvent à 11 332 € pour l'exercice au 31.08.2025.
- Le poste « Salaires et traitement » est reclassé dans le poste « Salaires ». Le poste « Charges sociales » est reclassé dans le poste « Cotisations sociales ». Ces reclassements n'ont pas d'impacts sur le contenu de ces rubriques.
- Les pénalités et amendes fiscales précédemment classées en charges exceptionnelles sont reclassées au niveau des charges d'exploitation sur la rubrique « Autres charges ». Elles s'élèvent à 7 391 € pour l'exercice au 31.08.2025.
- Les rubriques de produits exceptionnels : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges, sont supprimées. Les produits exceptionnels apparaissent désormais sur une seule ligne, « Total des produits exceptionnels ». Ils concernent pour 7 386 € des produits exceptionnels sur opérations de gestion et pour 68 051 € des reprises sur provisions et dépréciations pour l'exercice au 31.08.2025.
- Les rubriques de charges exceptionnelles : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions, sont supprimées. Les charges exceptionnelles apparaissent désormais sur une seule ligne « Total des charges exceptionnelles ». Elles concernent pour 330 € des charges exceptionnelles sur opérations de gestion pour l'exercice au 31.08.2025.

3.2.2 Changements de présentation

Néant.

3.3 Principales méthodes comptables

3.3.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

3.3.2 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du Plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant les règlements ANC 2018-06, ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les financements octroyés par l'association sont comptabilisés sur la base du budget voté, ajusté des demandes de financements réelles.

4 Informations relatives aux postes du bilan

4.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les immobilisations évaluées sont uniquement celles détenues par :

- la Direction Nationale ;
- les Directions Régionales Métropolitaines et Ultramarines ;
- les services départementaux métropolitains.

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	31/08/2024	+	-	31/08/2025
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Reclassement compte à compte Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Concessions, brevets, droits similaires	678 832	58 230		737 062
Total Immobilisations incorporelles	678 832	58 230	-	737 062
Constructions	808 076			808 076
Install. techniques, matériel, outillage	3 838 833	205 702	183 949	4 141 826
Immobilisations corporelles en cours	183 949	-	183 949	-
Total Immobilisations corporelles	4 830 858	205 702	86 658	4 949 902
Prêts	541 535	68 265	100 295	509 507
Autres immobilisations financières	38 912	5 286	13 517	30 682
Total Immobilisations financières	580 449	73 551	113 812	540 191
Total	6 090 141	337 483	200 470	6 227 154

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	31/08/2024	+	-	31/08/2025
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Concessions, brevets, droits similaires	670 614	13 767		684 381
Total Immobilisations incorporelles	670 614	13 767	-	684 381
Constructions	-			-
Install. techniques, matériel, outillage	2 596 418	544 052	96 540	3 043 930
Immobilisations corporelles en cours	-			-
Total Immobilisations corporelles	2 596 418	544 052	96 540	3 043 930
Total	3 267 032	557 819	96 540	3 728 312

Les amortissements sont pratiqués sur la durée d'usage des biens (application de la mesure de simplification pour les biens non décomposables).

La base de calcul de l'amortissement est constituée de la valeur d'acquisition diminution faite de la valeur hypothétique de cession. L'application de cette méthode a conduit à ne plus pratiquer de dotation aux amortissements sur les constructions, la valeur hypothétique de cession étant largement supérieure à la valeur d'acquisition de ces biens.

4.1.3 Immobilisations incorporelles

4.1.3.1 Principaux mouvements

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les acquisitions de l'exercice s'élèvent à 58 230 € et concernent le développement de logiciels de gestion administrative sur la Direction Nationale.

4.1.3.2 Modalités d'amortissements

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

Type d'immobilisation	Mode	Durée d'amortissement
Logiciels	Linéaire	3 à 5 ans

4.1.4 Immobilisations corporelles

4.1.4.1 Principaux mouvements

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les acquisitions de l'exercice 2024-2025 se répartissent entre la Direction Nationale et les Directions Régionales et Départementales, pour un montant total respectif de 140 525 € et 253 512 €, dont 137 809 € d'installations générales correspondant aux travaux de toiture, 124 910 € de matériel sportif, 77 312 € de matériel de transport, 32 744 € de matériel informatique.

Les sorties de l'exercice 2024-2025 s'élèvent à 86 658 € dont 30 250 € de matériel informatique et 32 445 € de matériel de transport et concernent essentiellement les Directions Régionales et Départementales.

4.1.4.2 Méthode d'amortissement

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

Type d'immobilisation	Mode	Durée d'amortissement
Aménagements matériel et matériel sportif	Linéaire	3 à 4 ans
Agencements et aménagements des constructions	Linéaire	6 à 10 ans
Agencements divers	Linéaire	7 à 10 ans
Installations informatiques	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans

4.1.4.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Néant.

4.1.5 Immobilisations financières

L'association UNSS procède régulièrement aux versements de l'effort construction sous forme de prêts, avec un remboursement à obtenir au bout d'une durée de 20 ans. La somme prêtée en 2004, soit 14 192 €, a été remboursée sur l'exercice 2024-2025.

L'association UNSS a souscrit à un prêt ACTION LOGEMENT en 2025 pour un montant total de 24 857 €.

4.2 Actif circulant

4.2.1 Stocks et en cours

Néant.

4.2.2 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	-	-	
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Créances de l'actif circulant	4 746 007	4 746 007	
Créances clients et comptes rattachés	223 736	223 736	
Autres créances	4 401 408	4 401 408	
Charges constatées d'avance	120 862	120 862	
Total	4 746 007	4 746 007	

(1) Prêts accordés en cours d'exercice
Prêts récupérés en cours d'exercice

4.2.3 Produits à recevoir

Les produits à recevoir s'élèvent à 2 288 151 € au 31 août 2025.

Les subventions à recevoir s'élèvent à 1 280 202 € au 31 août 2025. Il s'agit principalement de la subvention du ministère de l'Education nationale et des Régions.

4.2.4 Disponibilités

Les disponibilités de l'UNSS au 31 août 2025 s'élèvent à 7 704 934 €, comprenant également les caisses et les intérêts courus à recevoir pour 31 684 €.

4.2.5 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent 120 862 € au 31 août 2025 et concernent des charges d'exploitation.

4.3 Fonds propres

4.3.1 Tableau de variation des fonds propres

Libellés	31/08/2024	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	31/08/2025
Fonds propres sans droit de reprise	225 383				225 383
Fonds propres avec droit de reprise					-
Réserves					-
Réserves statutaires ou contractuelles					-
Réserves pour projet de l'entité					-
Autres réserves					-
Report à nouveau	5 299 195	- 1 037 713			4 261 482
Report à nouveau District	3 379 556				3 379 556
Résultat de l'exercice	- 1 037 713	1 037 713	1 521 941		1 521 941
Situation nette	7 866 422	-	1 521 941	-	9 388 363
Fonds propres consommables					-
Subventions d'investissement	169 157		67 670	71 851	164 975
Provision réglementés					-
Total	8 035 579	-	1 589 611	71 851	9 553 340

4.3.2 Autres fonds propres

Néant.

4.3.3 Fonds dédiés

Ces sommes sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

Tableau de suivi des fonds dédiés					
Nature du projet et caractéristiques	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation au cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice	
	A 31/08/2024	B	C	D = A - B + C 31/08/2025	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Financement fauteuils roulants	-	86 503	-	86 503	
Total en €	-	86 503	-	86 503	-

4.4 Provision pour risques et charges

Situations et mouvements	31/08/2024	+	-	31/08/2025
Rubriques	Valeur à la clôture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur à la clôture de l'exercice
Provisions pour risques	118 155	1 900	111 258	8 797
Provisions pour charges	55 331			55 331
Provisions pour litiges	234 842	18 118	198 842	54 118
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	800 193	44 157		844 350
Total provisions pour risques et charges	1 208 521	64 175	310 100	962 597

Les provisions pour risques s'élèvent à 8 797 €.

Les provisions pour charges s'élèvent à 55 331 €.

Les provisions pour litiges s'élèvent à 54 118 €.

La dette actuarielle probable des indemnités de fin de carrière calculée pour la totalité du personnel ayant plus de 10 ans d'ancienneté à l'UNSS, s'élève à 844 350 €. Les paramètres économiques retenus sont :

- Un taux d'actualisation de 3,45% ;
- Un taux de charges sociales de 50% ;
- Un départ prévu, sauf dérogation individuelle, à 65 ans.

4.5 Dettes

4.5.1 Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs	825 245	825 245		
Dettes fiscales et sociales	924 854	924 854		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-		
Autres dettes	1 412 462	1 412 462		
Produits constatés d'avance	1 184 780	1 184 780		
Total	4 347 343	4 347 342	-	-

Les autres dettes correspondent principalement aux charges à payer et aux dettes vis-à-vis des AS concernant les aides relatives aux déplacements aux championnats de France UNSS et aux compétitions inter académiques.

4.5.2 Charges à payer

Charges à payer	Montant brut
Factures non parvenues	377 668
Dettes fiscales et sociales (notamment les provisions pour congés payés)	328 531
Autres dettes	
Total	706 198

4.5.3 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent 1 184 780 € au 31 août 2025 et concernent essentiellement des subventions d'exploitation (de la part de collectivités locales) relatives à l'exercice 2025-2026.

5 Informations relatives au Compte de résultat

5.1 Ventilation des produits d'exploitation

Produits d'exploitation	Montant au 31/08/2024	Montant au 31/08/2025
Cotisations et affiliations	14 181 018	15 356 640
Ventes de biens	26 532	12 219
Ventes de prestations de services	9 048 517	8 676 202
Produits de tiers financeurs / Subventions	14 104 499	14 054 658
Dons manuels	57 209	200 703
Contributions financières		196 362
Reprise de provisions et transfert de charges	531 828	242 099
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		8 826
Utilisations des fonds dédiés	172 000	
Autres produits	948 672	412 951
Total	39 070 278	39 160 664

L'UNSS a accordé des licences à titre gratuit pour un montant total de 789 612 € sur l'exercice 2024-2025.

5.2 Autres charges et autres produits d'exploitation

Les autres charges et autres produits d'exploitation concernent notamment des charges sur exercices antérieurs pour 295 932 € et des produits sur exercices antérieurs pour 307 842 €.

5.3 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de 75 107 € est principalement composé des reprises de provisions pour risques et charges pour 68 051 €.

5.4 Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif en nombre de salariés au 31 août 2025 se décompose comme suit :

Catégories	31/08/2025		31/08/2024	
	Personnel salarié	Personnel fonctionnaire détaché de l'association	Personnel salarié	Personnel fonctionnaire détaché de l'association
Cadres	13	8	15	8
Techniciens	125		125	
Employés	15		19	
Contrats Apprentissage	13		3	
Total	166	8	162	8

5.5 Contributions volontaires en nature

Néant.

5.6 Engagements hors bilan

Néant.

6 Autres informations

6.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif et de l'article 261-7.1°d du Code général des impôts, les trois plus hauts cadres dirigeants ne sont pas rémunérés (Président, Secrétaire Générale, Trésorier).

6.2 Etat des 3 personnes les mieux rémunérées

Par mesure de transparence financière, l'association UNSS présente le montant des rémunérations et avantages en nature versé aux trois plus hauts cadres fonctionnaires détachés ou salariés de la structure.

Étiquettes de lignes	Brut.	%	Charg Pat	Total.	%
2021 (12 mois)	263 572		232 814	496 386	
2022/2023 (20 mois)	498 144		369 606	867 750	
2022/2023 proratisé	298 887	13,4%	221 764	520 650	4,9%
2023/2024 (12 mois)	303 928	2%	221 513	525 441	1%
2024/2025 (12 mois)	271 712	-11%	205 748	477 460	-9%

Cette baisse structurelle s'explique par le changement de personnes visées dans le tableau. En effet, le poste de directeur national (ou équivalent) a été vacant au cours de l'exercice. Ainsi, il n'apparaît pas dans les trois plus hautes rémunérations de l'exercice.

A noter que le taux de charges patronales des fonctionnaires détachés est de l'ordre de 100% contre 50% pour les salariés de droit privé. Au cours des exercices précédents, ce tableau ne présentait pas toujours les salaires bruts chargés, l'intégration des charges patronales permet d'apprécier le coût complet de la masse salariale de l'association.

6.3 Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes au titre du contrôle légal pris en charge dans l'exercice au 31 août 2025 s'élève à 47 163 € TTC et se ventile comme suit :

	Montant
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	47 163 €
Au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal	
Honoraires totaux	47 163 €



U.N.S.S.
UNION NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE

Association loi 1901
13, rue Saint Lazare
75009 - PARIS

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 août 2025

Aux Membres de l'Assemblée Générale de l'U.N.S.S.,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Vincennes, le 22 janvier 2026

Le Commissaire aux comptes

SEC3
représentée par :



Jean-Philippe HOREN